GAZETTE DES TRIBUNAUX,

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE :

18 fr. pour trois mois;
36 fr. pour six mois;
72 fr. pour l'année.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

ON S'ABONNE A PARIS,
AU BUREAU DU JOURNAL,
Qual aux Fleurs, 11.
(Les lettres et paquets doivent être affranchis.)

JUSTICE CIVILE.

COUR DE CASSATION (chambre des requêtes).

(Présidence de M. Zangiacomi père.)

Audience du 26 mai.

JUGE DE PAIX. — DOMMAGES AUX CHAMPS. — COMPÉTENCE.

Une demande en paiement de la somme de trois francs, pour réparation d'un dommage causé aux champs, est de la compétence, en dernier ressort, du juge de paix. Vainement, sur l'appel, soulèverait-on l'exception de propriété pour justifier l'incompétence; cette exception, proposée pour la première fois, ne peut pas infirmer la compétence a priori du juge de paix.

Les juges de paix sont juges en dernier ressort de toutes les actions pour dommages aux champs, fruits et récoltes jusqu'à 50 fr. (Loi du 24 août 1790) et jusqu'à 100 fr., d'après la nouvelle loi du 25 mai 1838. La jurisprudence, il est vrai, a introduit une exception à ce principe pour le cas où le défendeur se prétend propriétaire de l'héritage sur lequel le prétendu dommage a été commis. Dans ce cas, le juge de paix doit se déclarer incompétent ou au moins surseoir jusqu'à ce que la question de propriété ait été vidée. Mais il faut que cette exception soit soulevée d'une manière formelle, et qu'il ait été conclu à l'incompétence. Opposer l'exception de possession ne suffit pas pour dessaisir le juge de paix, puisque la possession n'implique pas nécessairement le droit de propriété, alors même qu'on a triomphé sur le possesseur. A plus forte raison en est-il ainsi lorsqu'on allègue la possession d'un objet qui n'en est pas susceptible, tel qu'un chemin public. (C'était le cas de l'espèce.)

La commune de Behosme avait loué au sieur Adnot le droit de couper des herbes croissant sur un chemin public.

Quelques habitans se permirent de faucher les herbes. Le locataire les fit citer devant le juge de paix et conclut contre eux au paiement d'une indemnité de 3 fr.

Ceux-ci, considérant cette action comme possessoire, opposèrent 1° le défaut de qualité du fermier; 2° leur possession annale; du reste, ils n'articulèrent pas l'exception de propriété. Ils n'en parlèrent que pour mieux caractériser leur possession.

Le juge de paix repoussa les deux exceptions par le motif qu'il ne s'agissait pas d'une action possessoire; que, d'ailleurs, la possession alléguée serait inefficace comme s'appliquant à un chemin public; que la demande portée devant lui avait pour objet la réparation d'un dommage aux champs; il condamna, en conséquence, les défendeurs au paiement de la somme réclamée et aux dépens.

Appel. Jugement qui le déclare non-recevable, attendu que la sentence a été rendue en dernier ressort.

Pourvoi fondé sur la fausse application de l'article 10 de la loi du 24 août 1790, et la violation de l'article 454 du Code de procédure civile, en ce qu'à la question des dommages et intérêts réclamés pour préjudice causé aux champs était venue se joindre une question de propriété et de possession qui devait engager le juge de paix si on se dessaisit, du moins à surseoir.

Arrêt de rejet, au rapport de M. le conseiller Bayeux, et sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Hébert. En voici les termes :

« Attendu que l'instance avait pour objet un dommage causé aux champs, estimé 5 francs;

« Attendu que la décision d'une pareille contestation appartenait en dernier ressort au juge de paix;

« Attendu cependant que les demandeurs eussent pu faire cesser cette compétence en justifiant de leur propriété, et en concluant à ce que le juge de paix se déclarât incompétent, ou au moins à ce qu'il surseût à faire droit jusqu'à ce que la question de propriété fût jugée par les Tribunaux qui devaient en connaître;

« Mais attendu que les demandeurs n'ont ni fait cette justification, ni pris de conclusions, et se sont contentés d'alléguer vaguement leur possession, en concluant au mal fondé de l'action dirigée contre eux, conclusions qui loin d'élever la connaissance de la contestation au juge, la lui soumettaient d'une manière positive, rejette. »

(Plaidant, M^e Dupont-White.)

COUR ROYALE DE PARIS (3^e chambre).

(Présidence de M. Pécourt.)

Audience du 6 juin.

AFFAIRE LECLERC DE SAINTE-CROIX. — SPOLIATION DE SUCCESSION.

M. Charles-François Leclerc de Sainte-Croix, appartenant à une famille considérable, recueillit de la succession de ses père et mère des immeubles d'une valeur importante, et notamment la terre seigneuriale du Gué-Bernisson, située paroisse de Ponthieu, dans le Maine. M. Leclerc de Sainte-Croix épousa, en juin 1782, la demoiselle Victoire-Anne Sorgan, en eut un fils, M. Charles-Auguste de Sainte-Croix, et devint veuf en 1791. Après la mort de sa femme, M. Leclerc de Sainte-Croix continua d'habiter la terre de Gué-Bernisson; il avait près de lui son fils unique, qu'il entourait de soins, et sur lequel s'étaient concentrées toutes ses affections. Telles étaient les dispositions de M. Leclerc de Sainte-Croix lors de l'arrivée de la demoiselle Louis dans le château de Gué-Bernisson. Comment et en quelle qualité y fut-elle introduite? Elle a prétendu qu'elle avait été présentée à M. de Sainte-Croix par une cousine de celui-ci, non comme domestique, mais comme visiteuse, et que si, dans les premiers momens de son séjour au château, elle s'était occupée de différens objets de lingerie, c'était uniquement pour occuper ses loisirs. Il est résulté des informations prises sur ce point que c'était comme domestique que la demoiselle Louis était entrée chez M. Leclerc de Sainte-Croix.

Cette position, au surplus, s'explique suffisamment par l'état de détresse où se trouvaient, en 1808, la demoiselle Louis et ses parens. Son père était brocanteur, et n'avait pas même une misérable échoppe pour débiter sa marchandise; on le voyait parcourir la ville du Mans un sac sur le dos, achetant et vendant, çà et là, de la vieille ferraille. Son costume était des plus bizarres: il se composait de plusieurs morceaux de velours d'Utrecht détachés de meubles hors de service. La demoiselle Louis était à cette époque dans tout l'éclat de la jeunesse, elle était belle.

A peine installée au château, elle s'attache aux pas de M. Leclerc de Sainte-Croix, elle a mille soins pour lui, prévient ses moindres désirs, ne tarde pas ainsi à captiver l'amitié du vieillard et à prendre sur son esprit un empire absolu. Les effets de ce pouvoir ne tardent pas à se manifester: on voit bientôt M. Leclerc de Sainte-Croix parcourant les rues de la ville du Mans en donnant, au grand scandale de toute la ville, le bras à sa domestique, et on apprend que, sur les ordres de la demoiselle Louis, M. Loreau, homme de confiance de M. de Sainte-Croix, qui gérait les affaires depuis longtemps, vient de quitter le château de Gué-Bernisson. Le fils de M. de Sainte-Croix est lui-même contraint de s'éloigner et d'abandonner son père au pouvoir despotique de sa domestique, qui désormais veut régner seule à Gué-Bernisson.

Cependant, la famille de M. Leclerc de Sainte-Croix fait des démarches auprès de celui-ci pour rompre des relations si funestes ou au moins obtenir que le fils rentrera dans la maison paternelle; mais toutes les sollicitations sont inutiles, et viennent échouer devant la volonté persévérante de la demoiselle Louis, dont M. Leclerc de Sainte-Croix n'est plus que l'écho. Cette fille comprenant que ce n'était pas assez pour elle d'avoir éloigné M. de Sainte-Croix de ses conseils, de sa famille et de son fils, qu'il faut, pour arriver à la réalisation de ses projets, l'écartier d'une ville où elle s'était créé tant d'ennemis, conçoit et exécute la pensée de le conduire à Paris; mais là encore elle craint les visites de la famille, les conseils et les amis. Elle choisit un lieu écarté où elle pense qu'on n'ira pas chercher M. de Sainte-Croix; elle fait acheter par celui-ci, moyennant la somme de 12,960 francs, une petite maison située près du village de Gentilly, en un lieu appelé la Fosse-aux-Lions. Là, elle vit avec M. Leclerc de Sainte-Croix, et après deux années de séjour, elle met au monde un enfant dont M. de Sainte-Croix se déclare le père. Il paraît que malgré tout l'ascendant que la demoiselle Louis avait su prendre sur le vieillard, celui-ci avait quelque peine à consacrer ses liaisons par un mariage qui était l'objet de tous les desirs de celle-ci, puisque c'est seulement en janvier 1814, c'est-à-dire après trois années de séjour à la Fosse-aux-Lions, que ce mariage fut contracté. Le contrat qui règle la position respective des époux, avait créé et créa en effet des avantages considérables pour la future, et notamment celui de gérer ou administrer la fortune tant mobilière qu'immobilière de son mari, et de faire tous placemens de fonds de la manière qu'elle jugerait convenable.

En 1814, et lors de ce mariage, M. Leclerc de Sainte-Croix avait une fortune immobilière de 510,560 fr. Cette fortune fut dénaturée par M^{me} Leclerc, qui, à l'aide de la procuration contenue dans son contrat de mariage, vendit successivement, et sans en excepter le domaine patrimonial de Gué-Bernisson, tous les immeubles de son mari.

Le 30 janvier 1830 est décédé M. de Sainte-Croix. Il laissait pour héritiers M. Charles-Auguste de Sainte-Croix, enfant du premier lit, et deux enfans mineurs, issus de son mariage avec la demoiselle Louis, mariage inconnu aux parens et aux amis du défunt, au fils aîné de M. de Sainte-Croix. Lors de la réunion du conseil de famille, M^{me} de Sainte-Croix ne présenta au juge de paix, du côté paternel, que M. le vicomte Picot de Vaulogé, cousin par alliance du défunt, tandis qu'il existait à Paris, comme on le voit dans le contrat de mariage de M. de Sainte-Croix fils, un grand nombre de parens proches et d'anciens amis de M. de Sainte-Croix père. Elle y joignit un sieur Pouillard, alors curé de la commune de Gentilly, et depuis agent d'affaires, et un sieur Ducasse, médecin à Paris. Du côté maternel, un marchand de draps, un corroyeur, et un sieur Potel, étudiant en droit.

M. Fouillard, alors curé de la commune de Gentilly, fut nommé subrogé-tuteur, et accepta ces fonctions. On procéda à l'inventaire et le résultat fut que, de cette fortune, de toutes ces valeurs, de ce mobilier il ne restait plus qu'une somme de 1,987 fr., qui devait à peine suffire à éteindre des dettes criardes.

A cette époque, M. de Sainte-Croix fils était en Amérique. De retour à Paris, on se hâta de lui apprendre l'état de dénûment dans lequel est mort son père. On s'efforça de lui démontrer que tout s'était passé dans les règles; que les scellés avaient été apposés et levés; qu'il avait été bien et dûment représenté; que le mobilier avait été vendu et absorbé par les dettes; qu'il n'existait rien de la fortune de son père, et qu'il était à craindre que lui-même, s'il prenait qualité, ne fût poursuivi par les créanciers en rapport de la somme de 5,000 fr. que, dans le temps, son père avait payée pour le faire remplacer et dont la quittance a été inventoriée.

Attéré par cette nouvelle, et cédant aux avis pressans et perfides des conseils officieux de la veuve Leclerc, qui lui présentaient la perspective d'être obligé lui-même, par surcroît, d'acquitter les dettes d'une succession obérée, il renonça à la succession de son père.

Tout semblait ainsi consommé; mais, vers la fin de 1836, M. de Sainte-Croix fils apprit qu'une demoiselle de Sainte-Croix devait s'unir à M. Lachèze, député, et président du Tribunal de Montbrison. Il découvrit bientôt que cette demoiselle n'était autre que l'enfant issu du second mariage de son père; il sut que sa mère lui donnait en dot, et en avancement de hoirie, une somme de 100,000 francs. Ce fut pour lui un trait de lumière; il alla aux renseignemens, et apprit que la femme Leclerc possédait un fort bel hôtel rue de Ponthieu, 26, un autre hôtel, non moins important, avenue

de Neuilly, 56, aux Champs-Élysées; qu'elle avait en outre en portefeuille des valeurs considérables. Il apprit qu'elle avait eu pour conseil intime le nommé Pouillard, alors curé de Gentilly, et depuis se disant agent d'affaires; qu'il ne quittait point la maison de M. de Sainte-Croix; qu'il était initié fort avant dans ses affaires.

Une plainte en spoliation de succession fut déposée au parquet du procureur du Roi par M. Auguste Leclerc de Sainte-Croix; mais la chambre du conseil déclara qu'il n'y avait lieu à suivre, aucun fait n'établissant que la spoliation dont il se plaignait eût été faite postérieurement au décès de M. Sainte-Croix père.

On dut donc se pourvoir au civil, et M. Charles-Auguste Leclerc de Sainte-Croix assigna devant le Tribunal de la Seine M^{me} veuve de Sainte-Croix, née Louis, le sieur Pouillard, les enfans du second mariage, M^{me} Lachèze, et pour la validité, M. Lachèze, son mari, président du Tribunal de Montbrison et membre de la chambre des députés.

M^{me} de Sainte-Croix opposa à cette demande deux fins de non-recevoir tirées de la chose jugée résultant de l'ordonnance de non-lieu, et ensuite de la renonciation faite par M. de Sainte-Croix fils à la succession de son père, et qu'il fit au greffe après avoir pris connaissance de l'inventaire qui lui fut soumis.

Elle faisait remarquer de plus qu'on se plaignait ici, non pas de donations déguisées qui auraient été faites par M. de Sainte-Croix au profit de sa femme, mais d'un détournement commis par elle. Or, quels que soient l'audace des articulations inventées par M. de Sainte-Croix fils et le scandale des récriminations, en les admettant comme vraies, ce n'aurait pas été des preuves, mais des présomptions insuffisantes en pareille matière. M^{me} de Sainte-Croix prétendait que le sieur Louis, son père, n'était pas sans quelque aisance; que quelquefois même il a prêté de l'argent à M. de Sainte-Croix fils; qu'avant son mariage M^{lle} Louise avait des capitaux; que depuis elle avait fait d'heureuses spéculations.

Le sieur Pouillard repoussait cette sorte de complicité civile que l'on voulait faire peser sur lui, sans que rien n'établît qu'il eût contribué à spolier la succession de M. de Sainte-Croix.

Quant à M^{me} Lachèze et à l'enfant mineur du second lit, ils s'attachaient particulièrement à la fin de non recevoir tirée de la renonciation faite par M. Auguste de Sainte-Croix à la succession de son père. S'il est un principe constant, c'est celui de l'irrévocabilité des renonciations; il résulte de l'article 785 du Code civil. Trois cas seulement pourraient permettre peut-être de revenir sur une renonciation: c'est celui du dol, celui de la violence et celui enfin où la succession n'aurait pas encore été acceptée. Les deux derniers cas ne sont évidemment pas applicables; et quant au dol qu'on reproche à M^{me} de Sainte-Croix, cela s'applique-t-il à la renonciation de M. Auguste de Sainte-Croix? En supposant que son père eût enrichi sa femme et dénaturé sa fortune, M. de Sainte-Croix n'était-il pas en demeure de contrôler tous ces actes, d'examiner l'inventaire qui lui était soumis, de le critiquer? Il a eu trois mois et quarante jours pour délibérer sur le parti qu'il avait à prendre. Sa renonciation a été libre et volontaire; aujourd'hui il ne peut y revenir; il est désormais sans intérêt dans cette succession, il est non recevable dans sa demande.

Le Tribunal (voir la Gazette des Tribunaux du 17 mai), statuant sur la fin de non-recevoir, décida que la renonciation de M. de Sainte-Croix fils à la succession de son père, n'ayant été que le résultat du dol, devait être considérée comme non-avenue, ordonna que M^{me} veuve de Sainte-Croix serait tenue de restituer à la succession toutes les sommes qui seraient prouvées par enquête de commune renommée en avoir été distraites, et condamna solidairement le sieur Pouillard avec M^{me} veuve de Sainte-Croix à la restitution complète desdites sommes.

M^{me} veuve de Sainte-Croix, le sieur Pouillard et les enfans du second lit ont interjeté appel.

M^e Dupin, après avoir exposé les faits et justifié la sentence des premiers juges, a déversé un blâme énergique sur la conduite de M. Lachèze, qui, bien que magistrat, avait publié contre son beau-frère un mémoire dans lequel il n'avait pas craint d'insérer un rapport confidentiel totalement étranger à l'affaire, remontant à la restauration, qu'il avait exhumé des cartons du ministère de la guerre, et qu'il s'était vanté d'avoir distribué à tous les officiers du régiment de M. Leclerc de Sainte-Croix, et à la Chambre des députés.

On ne sait en vérité ce dont on doit s'étonner le plus, ou de tant de passion dans un magistrat, ou de tant de condescendance de la part des bureaux d'un ministère pour un député!

Quels que puissent être les privilèges d'un membre du parlement sous un gouvernement parlementaire, on est en droit d'être surpris qu'ils aillent jusqu'à se faire ouvrir les cartons ministériels dépositaires des secrets de l'administration, surtout pour en faire un usage personnel.

Aussi la Cour, en confirmant la sentence des premiers juges, a-t-elle, dans des termes sévères, ordonné la suppression du mémoire. Voici l'arrêt, en ce qui concerne la suppression :

« Considérant que la plupart des faits contenus dans ce mémoire sont étrangers à la cause soumise à la Cour, et n'ont pour but que des attaques personnelles contre Leclerc de Sainte-Croix;

« Que notamment Lachèze a livré à la publicité un rapport confidentiel, dont il n'a pu avoir connaissance que d'une manière abusive;

« Qu'en outre le passage dudit Mémoire, page 12, deuxième alinéa, contient l'imputation d'un fait de nature à porter atteinte à l'honneur et à la considération dudit Leclerc de Sainte-Croix;

« Déclare ledit mémoire injurieux et diffamatoire, et en conséquence en ordonne la suppression. »

(Plaidant : M^e Lamy, pour la veuve Leclerc de Sainte-Croix; Desboudet pour le sieur Pouillard; Marie pour le sieur Lachèze et sa femme; Batur et Dupin pour le sieur Auguste Leclerc de Sainte-Croix. — Conclusions conformes de M. Delapalme, avocat-général.)

JUSTICE CRIMINELLE.

COUR DE CASSATION (chambre criminelle).

(Présidence de M. le comte de Bastard.)

Audience du 23 avril.

TEMOIN. — DÉPOSITION SUSPECTE. — MISE EN SURVEILLANCE. — ARRESTATION. — ATTEINTE AU DROIT DE LA DÉFENSE.

Le président d'une Cour d'assises a-t-il violé l'article 550 du Code d'instruction criminelle, parce qu'il a seul statué sur les réquisitions du ministère public, combattues par le défendeur de l'accusé, tendant à l'arrestation d'un témoin à décharge dont la déposition paraissait suspecte de faux témoignage?

Ce magistrat a-t-il excédé ses pouvoirs et porté atteinte à la défense en retenant ce témoin en état de surveillance, et sans décerner de mandat, jusqu'à l'audience du lendemain?

Ces questions résolues négativement par l'arrêt ci-après transcrit ont été soulevées par Rolland, demandeur en cassation d'un arrêt de la cour d'assises des Pyrénées-Orientales du 19 février dernier qui le condamne à vingt ans de travaux forcés comme coupable, mais avec des circonstances atténuantes, d'avoir, dans la soirée du 24 octobre 1839, commis un homicide volontaire sur la personne de J.-B. Nouvel, garde forestier communal de Puyvalador.

« OÙ M. Isambert, conseiller, en son rapport; M^e Rigaud, avocat, en ses observations, et M. Hello, avocat-général, en ses conclusions; »

« Sur la première partie du troisième moyen tiré de ce que le président a statué seul sur les réquisitions du ministère public, combattues par l'accusé, tendantes à l'arrestation du témoin Pascal, suspect de faux témoignage; »

« Attendu que l'article 550 du Code d'instruction criminelle n'accorde qu'au président des assises le droit de statuer à cet égard, soit d'office, soit sur les demandes à lui adressées; que, par une conséquence forcée, il n'appartient pas à la Cour d'assises d'intervenir dans un débat de cette nature; »

« Sur la deuxième partie du même moyen tiré de ce que, dans l'intervalle de l'audience du 18 à celle du 19 février, le président de la Cour d'assises a fait déposer à la maison d'arrêt, et privé de sa liberté, le témoin Pascal, qu'il avait seulement mis en surveillance à l'audience du 18, dans l'enceinte du palais, et à l'arrestation duquel il avait déclaré surseoir à statuer, et a ainsi porté atteinte au droit de la défense et à la sincérité des débats; »

« Attendu que c'est dans l'exercice de ses fonctions de président de la Cour d'assises que ce magistrat a opéré cette mise en surveillance, d'après les indices de faux témoignages à lui signalés, et résultant de la confrontation à laquelle il s'était livré; que si, comme il est allégué par le demandeur, il a ultérieurement et hors de l'audience ordonné que la mesure de surveillance serait exécutée par le dépôt du témoin Pascal dans la maison d'arrêt au lieu de l'être dans l'enceinte du Palais, ainsi que l'indiquait l'ordre par lui donné à l'audience, c'est sans doute parce que l'enceinte de ce Palais ne lui présentait pas de moyens suffisants d'assurer cette surveillance; qu'en substituant un ordre à l'autre, le président n'a violé aucune disposition de loi, et n'a fait qu'obéir à la nécessité; »

« Que d'ailleurs, dans l'espèce, cette mesure n'a pas nui à la défense de l'accusé, puisque, malgré cette mesure, Pascal, témoin à décharge, et domestique de l'accusé, a persisté dans sa déposition qui motive aujourd'hui une poursuite en faux témoignage, en vertu de l'ordonnance définitive d'arrestation rendue par le président, dans la séance du 19 février. »

« Attendu, d'ailleurs, la régularité de la procédure et l'application légale de la peine aux faits déclarés constants par le jury; »

« La Cour rejette le pourvoi de Jean-Baptiste Rolland. »

COUR D'ASSISES DE LA SEINE.

(Présidence de M. de Vergès.)

Audience du 15 juin.

INFANTICIDE. — QUESTION DE MÉDECINE LÉGALE.

Une accusation d'infanticide amène devant la Cour d'assises Marie Bertin, âgée de vingt-neuf ans, domestique, née à Monceaux (Nièvre).

Le 18 janvier dernier, vers dix heures du soir, le commissaire de police du quartier Feydeau fut prévenu que des vagissements plaintifs sortaient du tuyau de conduite d'un cabinet d'aisance, situé au cinquième étage d'une maison rue de Grammont, 13. Il se transporta immédiatement dans cette maison et constata dans le cabinet les traces d'un accouchement récent. Tout annonçait que l'enfant avait été jeté dans le conduit. Les cris du nouveau-né se faisaient encore entendre; mais ils semblaient s'éloigner et s'affaiblir à mesure que le corps descendait dans le tuyau.

Des mesures furent immédiatement prises pour essayer de sauver la vie au malheureux enfant. La fosse fut ouverte, et l'on trouva à la sortie du conduit, à une très petite distance de la fosse, l'enfant respirant encore. Il avait résisté à une asphyxie imminente dans le trajet de cinq étages qu'il avait fait dans le conduit. L'enfant fut confié à une sage-femme, et déposé le lendemain à l'hospice des orphelins. Malgré les soins qui lui ont été donnés, il est mort le 22 janvier, à sept heures du soir environ, quatre-vingt-treize heures après sa naissance.

Les soupçons se portèrent presque aussitôt sur Marie Bertin, qui partageait depuis quelques jours la chambre de la femme Puillon, sa cousine, femme de chambre dans la maison rue de Grammont, 13. Elle avait déjà quitté ce domicile pour se réfugier chez sa sœur, rue Rameau, 11. C'est là qu'elle fut arrêtée. Elle avoua qu'elle était accouchée. Il fut aussi constaté que l'enfant était né à terme et viable. Dès le premier moment, et dans tous ses interrogatoires, la fille Bertin a soutenu que, s'étant rendue dans le cabinet d'aisance pour satisfaire un besoin, elle était montée sur le siège, et qu'elle s'était trouvée accouchée tout à coup et sans avoir pu prévoir une délivrance aussi prochaine.

L'autopsie du cadavre de l'enfant confirma les charges de l'accusation. Il ne portait extérieurement d'autres traces de violences que de légères contusions qui n'intéressaient que la peau, et qui provenaient du frottement du corps et surtout de son choc contre les sinuosités du conduit. Mais il existait des lésions aux poumons et à d'autres parties internes. Les hommes de l'art, en déclarant que les lésions avaient déterminé la mort, les ont attribués au refroidissement auquel l'enfant avait été exposé pendant la première heure qui avait suivi sa naissance.

Les antécédents de l'accusée rendent son système plus invraisemblable encore. Ce n'est plus une jeune fille; déjà elle a donné le jour à un enfant. Sous ce double rapport elle avait toute l'expérience nécessaire pour prendre les précautions que son état exigeait. Elle savait qu'elle était enceinte, elle n'en parla à personne, et arriva à son terme sans avoir rien préparé dans la prévision de son accouchement.

Interrogée par M. le président, l'accusée répond à peine. Elle persiste dans le système qu'elle a présenté dans l'instruction. Elle

n'a jamais eu l'intention de donner la mort à son enfant; elle est accouchée sans s'en douter, et elle ne savait pas même que son enfant était tombé dans le conduit.

On passe à l'audition des témoins.
La dame Gilbert, sage-femme: Le 18 janvier dernier, je fus avertie que l'on venait de retirer un enfant d'une fosse d'aisance. Je suis allée dans la chambre où on avait déposé l'enfant; sa conformation était bonne; mais il était dans un état d'affaiblissement qui me fit craindre pour ses jours. Je m'empressai de le réchauffer et il était déjà beaucoup mieux lorsque je le transportai à l'hospice.

Sur l'interpellation de M. le président, le témoin déclare que l'explication que donne l'accusée lui semble inadmissible.

Le sieur Preillon: Ma femme est cousine de l'accusée: le 18 janvier, celle-ci vint nous voir. J'étais tout seul dans ma chambre; elle s'assit, ôta son châle, sans que rien éveillât mes soupçons sur sa situation. Quelques instans après elle sortit, et aussitôt j'entendis des cris plaintifs qui partaient de la direction du conduit des lieux d'aisance. Ces vagissements étaient tels que je n'hésitai pas à les attribuer à un enfant. A peine étais-je sorti, que tout le monde était déjà en émoi. On parlait d'accouchement; mon premier soin fut d'aller au cabinet d'aisance situé au cinquième; là j'entendis distinctement les cris de l'enfant qui s'éloignait à mesure qu'il descendait dans le conduit. J'avais des soupçons sur Marie Bertin, et je dis à ma femme qui était venue me rejoindre: « Elle doit être encore dans la maison, empêche qu'elle ne sorte. » Ma femme rencontra en effet Marie au bas de l'escalier, et lui dit: « On a jeté un enfant dans la fosse, c'est le tien. » Elle répondit avec beaucoup d'assurance qu'elle n'était pas accouchée. Comme rien dans sa contenance, dans ses traits n'annonçait qu'elle venait d'accoucher, ma femme la laissa partir.

D. Cette fille vous venait-elle voir souvent? — R. Oui, Monsieur.

D. Et jamais vous n'aviez soupçonné sa grossesse? — R. Non, Monsieur, malheureusement, car j'aurais empêché un grand malheur.

D. Combien de temps s'est-il écoulé entre le moment où Marie vous a quitté et celui où elle a été rencontrée par votre femme? — R. Au plus dix minutes.

Le sieur Aimé, vidangeur: Le commissaire de police m'a envoyé chercher le 18 janvier pour retirer un enfant qui avait été jeté dans le conduit d'une fosse d'aisance. Il avait été heureusement retenu à la sortie du conduit à un pied au-dessus de la fosse par des ordures. Sans cette circonstance il serait tombé au fond de la fosse et aurait été immédiatement asphyxié; il l'aurait été même à la place où je l'ai trouvé s'il ne fut tombé sur le dos. Dans cette position il recevait l'air qui descendait par le conduit. Lorsque j'ai pris l'enfant par le bras il criait encore.

M. Sevestre, docteur en médecine: Je me suis transporté dans la maison rue de Grammont avant que l'enfant ait été retiré de la fosse. On avait envoyé chercher le vidangeur. Au moment où l'enfant me fut remis, il poussait de faibles cris. Après que je lui eus donné les premiers soins, je parlai à l'accusée; elle refusa d'abord de répondre, mais elle finit par convenir qu'elle était accouchée dans le cabinet d'aisance sans le savoir; elle avait cru, disait-elle, satisfaire à un besoin naturel.

D. Croyez-vous qu'une femme puisse se méprendre à ce point sur la nature des souffrances que fait éprouver l'accouchement? — R. La méprise n'est pas absolument impossible, mais elle est bien invraisemblable. La chose ne pourrait dans tous les cas se rencontrer que dans un accouchement qui ne serait pas laborieux.

D. Comprendriez-vous la méprise de la part d'une femme qui, comme Marie Bertin, est déjà accouchée une fois? — R. L'accouchement n'en serait que plus facile, mais d'un autre côté l'expérience de la mère rendrait la méprise plus invraisemblable.

D. A quoi attribuez-vous la mort de l'enfant? — R. Au refroidissement qu'il a éprouvé pendant son séjour d'une heure dans la fosse.

M. Bayard, docteur-médecin: Je fus chargé, vers la fin du mois de janvier, de procéder à l'autopsie d'un enfant mort peu de jours après sa naissance. L'état de la mère nous a décidé à procéder, vu son absence. L'enfant nous a paru né à terme, viable et bien conformé; mais il présentait à l'extérieur une teinte jaunâtre et un endurcissement de la peau. Il n'avait sur la tête qu'une ecchymose, qui devait être attribuée à l'accouchement; mais on voyait sur les bras et sur les jambes des écorchures ayant toutes la même direction. Elles ne pouvaient provenir que du frottement du corps contre les parois du conduit, d'où il fallait conclure que l'enfant avait été précipité par les pieds; ce qui, du reste, était tout à fait en rapport avec les circonstances du fait tel qu'il nous avait été raconté. Il y avait aux poumons un engorgement qui dénotait une inflammation. C'est à cette inflammation que l'enfant a succombé. Elle avait dû être occasionnée par un refroidissement, refroidissement que l'on expliquait très bien par le séjour dans un conduit bien ventilé puisqu'il n'avait pas succombé à l'asphyxie.

D. Pensez-vous que l'enfant ait pu tomber accidentellement dans la fosse à raison de la position de la mère? — R. J'avais prévu cette question, et craignant que mes souvenirs ne fussent trop vagues, j'ai été ce matin même visiter les localités pour pouvoir répondre d'une manière complète. Leur état est tel qu'il me semble impossible qu'une femme placée sur le siège dans la position que l'accusée a dite, puisse laisser tomber son enfant dans le conduit; l'enfant aurait dû être projeté en avant.

D. Croyez-vous que la mère ait pu ne pas entendre les cris de son enfant? — R. Il se peut que l'enfant ait été en syncope pendant quelques instans.

M. l'avocat-général Nougier soutient l'accusation, et M^e Payot présente la défense.

Déclarée coupable par le jury, à la simple majorité, mais avec des circonstances atténuantes, Marie Bertin est condamnée par la Cour à huit ans de travaux forcés sans exposition.

ATTENTAT SUR LA REINE D'ANGLETERRE.

(Correspondance particulière.)

Londres, 14 juin.

Voici ce qui a pu donner lieu au bruit faussement répandu de l'aveu fait par Edward Oxford qu'une somme de dix mille livres sterling (250,000 francs) lui avait été promise s'il parvenait à commettre son crime.

Dans le premier moment de sa détention au corps-de-garde de Gardiner's Lane, à Westminster, on avait aposté auprès d'Oxford des personnes pour le faire causer et pour savoir s'il appartenait à la faction de la jeune Angleterre, affiliée aux chartistes de Birmingham, ou bien au parti dont le duc de Cumberland, actuellement roi de Hanovre, passe pour être le chef, et qu'on appelle la faction de l'église d'Angleterre. (C'est le torysme et le protestantisme porté à l'excès.)

Oxford donnait à entendre qu'il était du parti de la jeune An-

gleterre. « Hé bien, lui dit son interlocuteur, si vous aviez tué la reine, le roi de Hanovre serait monté sur le trône; on n'aurait pas manqué d'en accuser le parti tory, et de prétendre qu'il vous avait assuré une récompense de dix mille livres sterling. — On aurait dit tout ce qu'on aurait voulu, a répliqué Oxford, peu m'importe; mais cela aurait joliment brouillé les cartes. »

Avant de sortir du corps-de-garde où il avait passé paisiblement la nuit pour être conduit au ministère de l'intérieur, Oxford s'est plaint de ne pouvoir changer de linge: il a cependant demandé à faire un peu de toilette afin de paraître dignement devant de si grands personnages. On lui a donné de l'eau et du savon pour se laver la tête et les mains, et il a soigneusement arrangé sa coiffure.

Le chirurgien Mac-Cann, attaché aux bureaux de police, l'ayant officieusement aidé dans ces préparatifs, a conservé, avec la permission du jeune Oxford, une mèche de ses cheveux. Ce fait s'étant ébruité, des amateurs se sont présentés en foule le même jour et les jours suivans chez le docteur, et lui ont demandé quelque parcelle de ces dépouilles, si minime qu'elle fût. Le docteur a répondu qu'il en avait déjà disposé en faveur de personnes de la haute société. Il est probable que l'on verra les boucles de cheveux noirs d'Edouard Oxford se multiplier et se vendre comme en 1836 les autographes de Fieschi.

Asa sortie du corps-de-garde, l'inculpé a rencontré dans le corridor sa sœur, mistress Packs, qu'il a embrassée avec effusion. Mistress Packs est âgée de vingt-un ans et a aussi le teint basané. Oxford et elle sont les fils d'un mulâtre, et leur grand-père était un nègre de la Jamaïque.

Le conseil de cabinet s'est réuni le jeudi 11 au ministère de l'intérieur, dans les salons du secrétaire d'état de ce département, le marquis de Normanby.

L'enquête étant préparatoire et non judiciaire, aucun étranger n'y a été admis. Cependant, beaucoup de détails ont transpiré dans le public. Voici ce que j'ai pu en recueillir:

Les ministres présens étaient le vicomte Melbourne, lord John Russell, le lord chancelier, le chancelier de l'échiquier, le vicomte Duncannon, le marquis de Normanby, M. Macaulay, le comte de Minto, le vicomte Palmerston, le comte de Clarendon, le marquis de Lansdown, M. Labouchère et le vicomte Morpeth. Etaient aussi présens le comte d'Albemarle, l'attorney-général, les deux solliciteurs-généraux, M. Maule, solliciteur de la trésorerie, et M. Phillips, sous-secrétaire d'état.

La séance s'est ouverte à deux heures.

M. Phillips, sous-secrétaire d'état, a dit: « M. Markivell, l'oncle de l'inculpé, a demandé à être présent à l'interrogatoire, ou tout au moins à permettre qu'il lui fût donné un conseil. J'ai répondu que, dans l'état de la procédure, l'inculpé ne pouvait être assisté d'un avocat. Au surplus, l'oncle et la sœur d'Oxford seront admis dans une pièce adjacente, et si le conseil de cabinet avait quelques éclaircissemens à leur demander, on pourrait les entendre. »

L'attorney-général a interrogé le prisonnier, et lui a demandé s'il avait fait quelque résistance lors de son arrestation.

Oxford: Non, certes; toute résistance eût été d'ailleurs inutile. Je me suis trouvé pris comme une mouche dans le goulot d'une bouteille frottée de mélasse.

D. Ainsi, vous n'avez pas cherché à fuir? — R. Cela m'aurait été facile au premier moment, mais j'ai pris plaisir à regarder ce qui se passait. Rien n'était plus amusant, après que j'ai eu tiré mes deux coups de pistolet, que de voir les gens qui étaient là se dénoncer à l'envi les uns des autres comme auteurs du coup, afin sans doute d'attraper quelque bonne récompense. J'avais gardé les pistolets à la main, voilà ce qui m'a trahi. Un homme s'est emparé d'une de mes armes, pendant qu'un second m'arrachait l'autre. Plusieurs agens de police m'ont tiré à la fois par le collet ou les pans de mon habit, par mon pantalon, par ma cravate, et par mon col de chemise.

D. Vous êtes-vous informé alors si la reine avait été blessée? — R. Je l'ai demandé, on m'a répondu qu'elle n'avait pas été atteinte.

D. Quelle impression cette nouvelle a-t-elle produite sur vous? L'accusé garde le silence.

D. Quels motifs vous ont porté à un aussi épouvantable attentat? — R. Là dessus je n'ai rien à répondre.

D. Aviez-vous quelque cause d'imitation contre S. M. notre auguste souveraine? — R. Aucune; mais je ne pense pas qu'une femme soit capable d'occuper le trône de l'Angleterre.

D. Voulez-vous changer la dynastie ou établir une république? Pour toute réponse l'inculpé se met à siffler et à fredonner un air de vaudeville.

D. Avez-vous remarqué l'effet des deux coups de feu que vous avez tirés? — R. Au premier coup, le prince Albert a paru vouloir se précipiter hors de la calèche, qui est une voiture allemande très basse, comme pour m'attaquer corps à corps. A la vue du second pistolet, il a changé d'idée et s'est penché sur la reine.

D. Ainsi le dévouement du prince qui faisait à la reine un rempart de son corps aurait pu lui être fatal si le coup eût porté? — R. Je ne me suis point occupé de cela.

D. N'avez-vous pas demandé à un officier de police, après votre arrestation, quelle avait été la contenance de la reine et de son royal époux? L'agent vous ayant répondu qu'ils étaient restés fort calmes, vous avez ajouté: « Ils n'ont donc pas eu peur? » — R. C'est possible, mais ce qui m'a le plus occupé c'était de voir les curieux se soupçonner et vouloir s'arrêter les uns les autres: c'était on ne peut plus divertissant.

D. Appartenez-vous à la société de la Jeune-Angleterre ou à tout autre? — R. Je m'occupe fort peu et même point de politique.

D. Vous professez la religion anglicane? — R. Je vais tous les dimanches à l'office, à moins d'empêchement, comme tout honnête homme doit le faire.

D. On a trouvé chez vous des notes portant des noms et quelques phrases mystérieuses? — R. Ces papiers ne sont pas de mon écriture: il n'est personne chez qui l'on ne puisse trouver de semblables chiffons, et chez vous, mylord, tout le premier.

D. On a trouvé chez vous douze exemplaires manuscrits des statuts de la société Oxoniense affiliée à la Jeune Angleterre. Rien n'indique le lieu des séances de cette association, si ce n'est un mot de convention qui ne peut être compris que des initiés. Les statuts, comme je l'ai dit, ne sont point imprimés, mais écrits sur deux grandes feuilles de papier dont les vergeures sont les mêmes que celles des papiers officiels du gouvernement. On lit en tête ces trois mots: *veritas, oxonian, justice*. — J'ignore si ces papiers ont été trouvés chez moi; cela ne me regarde en aucune manière.

D. Ces statuts et une note signée *Smyth* indiquant un rendez-vous à Harrow (nom également supposé) ne sont-ils pas de votre écriture? — R. Aucunement.

Sur la demande des membres du conseil, l'inculpé trace un corps d'écriture, et l'on peut, au premier coup d'œil, s'assurer que les écrits ne sont pas de sa main.

D. D'après les statuts de la société de la jeune Angleterre, chacun des affiliés doit être possesseur d'une paire de pistolets, d'un sabre, ou bien d'une épée ou d'une baïonnette, et enfin d'un crêpe pour se masquer au besoin le visage. Vous vous étiez conformé à ce règlement, car on a découvert chez vous un crêpe, une épée en forme de sabre et deux pistolets; d'où vous venaient-ils? — R. J'ai acheté les pistolets depuis longtemps pour m'exercer au tir. Le sabre est une vieille épée de réforme que j'ai achetée pour jouer la comédie avec une société d'amateurs.

D. Pourquoi ce crêpe trouvé parmi vos effets? — R. Il m'est resté apparemment depuis la mort de mon père ou d'un autre parent dont j'aurai porté le deuil.

On passe à l'audition des témoins.

M. Josiah Wright, le jeune homme qui a le premier arrêté l'inculpé au moment du crime, déclare qu'il est de la secte des méthodistes Wesleyens et membre du comité de la société de tempérance de Hamel-Hemsted. Le premier soin d'Oxford, lorsqu'il s'est vu en prison, a été de s'informer si la reine était blessée. Sur la réponse négative il n'a manifesté aucune espèce d'émotion.

D'autres témoins racontent les circonstances déjà connues. On a fait de vains efforts pour retrouver les balles tirées sur S. M. On a inutilement enlevé plusieurs brouettées de terre qui ont été tamisées avec soin; il n'en est résulté aucune découverte.

L'inspecteur Partridge produit cependant une balle aplatie trouvée sur les lieux pendant la matinée de ce même jour; on a vu d'abord qu'elle avait fourni la charge de l'un des pistolets. Cette balle a été trouvée par un sieur Charring entre les mains de deux enfants qui lui ont dit l'avoir ramassée au pied du mur en face de l'endroit où la double explosion a eu lieu. Mais cette balle est trop forte pour être entrée dans un pistolet de la dimension de ceux dont Oxford était porteur. Il est probable que les enfants ont fait un conte sur l'origine de la balle ou bien qu'elle aura été apportée là tout exprès par un malveillant pour faire diversion aux recherches.

Plusieurs témoins donnent le signalement d'un monsieur bien vêtu qui se tenait à quelque distance de l'inculpé avant le passage de la reine et qui en levant le bras a paru lui donner le signal. Des ordres ont été envoyés à la police pour tâcher de découvrir cet individu.

Quelques dépositions font connaître que l'inculpé fréquentait un tir de pistolets, et que quinze jours avant l'événement il a acheté des balles.

M. le marquis de Normanby expose qu'un article du journal le Globe ayant annoncé que deux briques de la muraille du parc de Buckingham portaient des empreintes de coup de feu, des ordres ont été donnés pour extraire ces deux briques et les joindre aux pièces du procès.

Une femme qui demeure en face du palais de Buckingham reconnaît l'inculpé pour l'avoir aperçu vers quatre heures de l'après-midi dans le parc; il était occupé à quelque chose qui pouvait bien être l'action de charger ses pistolets ou de vérifier l'état des amorces.

Mistriss Pakenham, vieille mercière chez laquelle demeurait Edward Oxford, dans West-Street, est entendue ainsi que ses filles. Elles déclarent qu'elles ignorent de quoi vivait Oxford depuis qu'il a perdu sa place à la gargote du Hog in the pond. Il paraissait n'éprouver aucun besoin, et faisait une certaine dépense. Ses manières réservées annonçaient un jeune homme rangé. Il ne décauchait jamais, et rentrait habituellement le soir vers dix heures et demie. Il ne recevait point de visites de jeunes gens.

D'autres témoignages établissent que, dans le cours du mois dernier, plus de vingt personnes différentes sont venues voir Oxford dans sa chambre, soit séparément, soit deux à la fois.

Un constable dépose que la mère, l'oncle et la sœur du délinquant venaient pour le voir au corps-de-garde, mais qu'on ne les a pas laissés entrer. La mère, qui paraît une excellente femme, a d'abord été confiseuse, puis elle a tenu un estaminet, à présent elle fait des ménages. Elle prétend que si elle pouvait voir son fils en particulier, elle obtiendrait de lui la révélation des noms des mauvaises connaissances qui l'ont porté à l'action qu'il a commise, car il est trop bon enfant pour avoir fait cela de lui-même.

Une partie seulement des témoins mandés, au nombre de plus de cinquante, a été entendue. Il leur a été enjoint de se représenter à toute réquisition, sous peine de 200 livres sterling d'amende.

La déclaration du chirurgien Mac-Cann, appelé pour donner des renseignements sur la situation mentale de l'inculpé, a été ajournée. Oxford a été conduit dans une autre chambre pendant la détermination du Conseil de cabinet. Comme il traversait un corridor où se trouvaient plusieurs dames ou demoiselles citées comme témoins, il a ôté son chapeau et les a saluées avec un air de triomphe.

Lord Normanby, après en avoir conféré au Conseil, et sur les réquisitions de l'attorney général, a expédié le mandat suivant au gouverneur ou concierge de la prison de Newgate :

« Les présentes, délivrées au nom de Sa Majesté, sont à l'effet de vous autoriser et requérir de recevoir sous votre garde la personne d'Edward Oxford, accusé de haute trahison, et qui sera conduit devant vous par le porteur de ce mandat. Il vous est ordonné de le tenir enfermé en lieu de sûreté jusqu'à ce qu'il en ait été statué suivant le cours régulier de la justice, et ce faisant le présent ordre sera votre garantie.

« Signé NORMANBY. »

Peu d'instans après la signature du mandat de prise de corps, on a fait monter Edward Oxford dans une voiture fermée, sous la surveillance de deux inspecteurs, et il a été conduit immédiatement à Newgate. La translation s'est effectuée avec un secret si profond, que personne, à l'exception du concierge, n'était instruit de l'heure à laquelle on devait l'opérer. La foule attroupée devant l'hôtel de l'intérieur, le croyait encore en présence du conseil de cabinet lorsqu'il était déjà arrivé à sa destination.

M. Cope, gouverneur de Newgate, a reçu le nouveau prisonnier dans son propre appartement, en attendant que les shériffs aient désigné le local où il doit être enfermé.

La mère de l'inculpé, arrivée ce matin même de Birmingham, mistriss Pecks, et M. Markwell, oncle de l'accusé, tenant la taverne du Vaisseau dans Grace-Church-Street, ont obtenu après l'interrogatoire une audience de M. Phillips, sous-secrétaire d'état de l'intérieur. La mère et la sœur ont obtenu par écrit la permission d'aller voir le prisonnier à Newgate.

Cette femme infortunée raconte que son mari était un mutâtre de la Jamaïque, mort il y a douze ans. C'était un homme violent et colère, et dont les emportemens trahissaient souvent un état d'aliénation mentale. Une fois, dans un transport de fureur, il déchira par lambeaux les draps de son lit. Un autre jour il entra à cheval dans sa boutique et son arrière-boutique, au grand effroi des personnes qui se trouvaient là, et au risque de tout briser.

Quant à son fils, la malheureuse mère dit que c'était un charmant jeune homme; il n'a pu faire l'acte qu'on lui reproche que par enfantillage, car rien ne prouve que les pistolets fussent chargés autrement qu'à poudre. Quelques jours auparavant, Oxford,

en badinant, approcha un de ces pistolets qui était vide de la tête de sa mère, et demanda si elle le défiait de la tuer. Comme elle en était fort effrayée, il lui prouva qu'il n'y avait point de danger.

Pendant la journée du 13, Edward Oxford, qui avait eu une conférence très sérieuse avec le chapelain de la prison, a paru fort abattu; on l'a vu fondre en larmes. Le premier jour, au contraire, il montrait beaucoup d'assurance et même d'audace.

On n'est pas encore d'accord sur la direction qui sera donnée au procès. Les uns disent qu'il sera jugé à Old-Bailey, dans les formes ordinaires. D'autres prétendent qu'il sera traduit très prochainement devant une commission spéciale.

Le chef d'accusation étant celui de haute trahison, les débats ne peuvent s'ouvrir que quatorze jours francs après la signification d'une copie de l'acte d'accusation.

La famille de l'accusé avait jeté les yeux sur un avocat distingué, M. Hobler, pour le défendre; mais M. Hobler, en sa qualité de l'un des conseillers de la reine, avait déjà été chargé de soutenir l'accusation.

AFFAIRE DAUZATS. — RÉVÉLATIONS.

Nous avons fait connaître dans la Gazette des Tribunaux du 13 juin l'arrêt de la Cour d'assises du Tarn, qui condamne à la peine des parricides Joseph Dauzats et sa mère. Le lendemain de la condamnation, 10 juin, M. le procureur-général Plougoum s'est rendu dans le cachot des condamnés pour obtenir quelques déclarations. Sa démarche était surtout inspirée par cette pensée que Dauzats avait pu succomber dans une lutte avec son fils et sa femme, et sans que ceux-ci eussent l'intention de lui donner la mort. Cette circonstance, que semblaient indiquer certains points du débat, pouvait avoir quelque influence sur le rapport à faire à l'occasion du recours en grâce.

Voici les horribles détails qui nous sont transmis par notre correspondance d'Albi, sur les déclarations des condamnés :

M. le procureur-général, introduit d'abord près de la veuve Dauzats, a bientôt obtenu quelques aveux qui, sans être circonstanciés, ne laissent aucun doute sur sa culpabilité. Quant à Dauzats fils, qui fut interrogé ensuite, il persista avec plus de force encore qu'aux débats dans ses protestations d'innocence. Ses paroles furent même empreintes de tant de force et de candeur apparente que, sans les aveux de sa mère, ils eussent pu ébranler la conviction. C'est avec la même énergie que le jour même des plaidoiries Dauzats déclarait à M^e Bonafous, son défenseur, qu'il était innocent. « Avez-vous eu le malheur de perdre votre père? » disait-il; et sur la réponse affirmative de son avocat : « Eh bien, ajouta-t-il, je n'ai pas plus tué mon père que vous le vôtre. » Aussi la conviction de M^e Bonafous, fortifiée encore par le rapport médical du docteur Rigal, était entière, et il avait tout fait aux débats pour triompher.

M. le procureur-général se retira et revint peu de temps après à la prison accompagné de M. Fort, procureur du Roi, et de M. l'aumônier. La veuve Dauzats répéta ses aveux, Dauzats, interrogé séparément, luttait longtemps encore, mais enfin il céda, et ses aveux furent conformes à ceux de sa mère. Mis en présence l'un de l'autre, les deux condamnés ont reproduit les mêmes déclarations, et c'est avec un profond sentiment d'horreur que les magistrats ont vu se dérouler encore devant eux de nouvelles révélations.

Depuis quinze jours la mère et le fils avaient arrêté la mort de Dauzats. Le 15 septembre, après le retour de la première messe, la famille, composée des deux condamnés, du père, d'une fille âgée de 7 ans, d'une autre de 3, prend son repas. Il était dix heures et demie lorsqu'il fut terminé; Dauzats le père se rase, à peine a-t-il fini, qu'il s'élève une dispute entre lui et sa femme. Le fils accourt, renverse son père, lui presse la poitrine et le bas-ventre avec les genoux, et en même temps la femme Dauzats lui applique sur la bouche le bonnet de laine dont il était coiffé; c'est alors que la victime fit entendre quatre fois ces mugissements semblables à ceux d'un taureau, suivant l'expression du condamné.

L'agonie ne fut pas longue : Dauzats expira dans la cuisine. On bande les yeux de la petite fille, âgée de sept ans. Le cadavre est traîné par la mère et le fils dans l'écurie; il n'y avait que cinq marches à descendre. Lorsqu'on y est arrivé, le fils lui met la corde au cou et l'attache à une poutre. Le cadavre était assis, mais, pour faire croire à un suicide, il lui incline vigoureusement la tête en bas, ce qui occasionna la luxation de la première vertèbre sur la seconde. C'est pendant cette horrible opération que la jeune fille dont les yeux étaient bandés, et qui s'impatientait, appela sa mère, qui lui répondit : « Ce sera bientôt fait, sois tranquille! » Le cadavre suspendu, on ouvre à moitié la porte, pour que les passans visent le cadavre, et fussent convaincus d'un suicide annoncé depuis longtemps; c'est encore à ce moment qu'une petite fille de sept ans, étrangère à la famille et entendue aux débats, vit Mathieu à la corde, suivant son expression. Les assassins changent alors de résolution, ils ferment la porte, et sortent de la maison par une autre issue. La mère va au pré garder les pourceaux avec ses deux jeunes filles; le fils va à la vigne. Ils rentrent bientôt et aussitôt ils appellent les habitans du hameau pour venir au secours de Dauzats, qui est pendu.

La procédure inéquivalente comme mobile du crime la circonstance que Dauzats fils, appelé à quitter ses foyers comme jeune soldat, voulait se créer un exemption comme fils aîné de veuve. Cet horrible motif, surtout dans leur position de fortune, ne paraissait pas suffisant pour avoir seul inspiré la pensée du crime.

M. le procureur-général presse sur ce point les condamnés. Ils hésitent d'abord, et bientôt d'une voix sourde et altérée la veuve Dauzats fait une révélation que rien jusqu'alors n'avait pu faire supposer... Elle avoue que depuis plusieurs mois elle avait reçu son fils dans son lit. — C'est l'inceste qui avait armé le bras du parricide!

En quittant le cachot de son fils pour être reconduite dans le sien, la veuve Dauzats a interpellé son complice, mais en évitant de fixer les yeux sur lui : « Il faut songer à Dieu, a-t-elle dit : tâchons d'obtenir notre pardon afin de nous revoir dans l'autre monde. » Puis elle a demandé pour unique grâce de voir encore une fois ses deux filles.

Les magistrats et le vénérable ecclésiastique qui les accompagnait se sont retirés comme anéantis par tout ce qu'ils venaient d'entendre.

TIRAGE DU JURY.

La Cour royale, 1^{re} chambre, présidée par M. Seguiet, premier président, a procédé, en audience publique, au tirage des jurés pour les assises de la Seine qui s'ouvriront le mercredi, 1^{er} juillet prochain, sous la présidence de M. le conseiller Taillandier; en voici le résultat :

Jurés titulaires : MM. Decagny, avocat, place de l'Ecole, 1^{er}; Planquette, chef de comptabilité à la Chambre des pairs, rue de Vaugirard,

19; Plataret, filateur de coton, rue Pavée, au Marais, 7; Chardon, imprimeur en taille douce, rue Hautefeuille, 23; Barrois, propriétaire, à Chatenay; Aumont, propriétaire, rue du Cadran, 54; Cresson, propriétaire, rue du Temple, 83; Auvard, pharmacien, rue de la Verrerie, 4; Delépine, marchand bonnetier, rue Saint-Martin 52; Chesneau, propriétaire, rue Notre-Dame de Nazareth, 26; Denise, avocat, quai des Celestins, 20; Laurent-Duchesne, maître de pension, à Belleville; Denevers, propriétaire; Martin-Solon, docteur en médecine, rue Sainte-Anne, 14; Marcelin, propriétaire, rue du Monceau, 13; Richer, fabricant de portefeuilles, rue Neuve-Saint-Laurent, 22; Leblant, avoué de première instance, rue Montmartre, 164; Dutartre, propriétaire, rue Saint-Honoré, 519; Banes, négociant, Palais-Royal; Sené, ancien notaire, place de la Madeleine, 12; Gilbert, négociant quincailler, quai de la Mégisserie, 78; Millochou, propriétaire, marchand de bois, à Choisy-le-Roi; Nocé, propriétaire, rue du Harlay, 15; Vergnon, propriétaire, rue Chanoinesse, 6; Crocquefer, propriétaire, rue Popincourt, 8; Coran, propriétaire, rue Favart, 4; Prevost-Wenzel, marchand de papiers-peints pour fleurs, rue Saint-Denis, 244; Collas, libraire, rue Dauphine, 50; Cohin, négociant en toiles, rue des Bourdonnais, 12; Leprince, propriétaire, à Belleville, rue Mémilmontant, 75; Lincelle, propriétaire, chaussée du Maine, 3; Dulud, propriétaire, à Neuilly, rue des Champs; Debure, ancien adjoint, rue Hautefeuille, 15; Ginot, marchand de rubans, rue Saint-Denis, 113; Cosnard, ancien notaire, à Passy; Trouseau, professeur à la Faculté de médecine, rue Caumartin, 11.

Jurés supplémentaires : MM. Trubert, ancien notaire, rue Miroménil, 29; Hardy, jardinier en chef du Luxembourg, au Luxembourg; Bourmaleau, propriétaire, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 40; Chamérot, libraire, rue Pavée, 1^{er}.

NOMINATIONS JUDICIAIRES.

Par ordonnance royale en date du 13 juin, est nommé conseiller à la Cour de cassation, M. Nicod, ancien avocat-général à la dite Cour, en remplacement de M. Voysin de Gartempe, décédé.

— Par ordonnance du Roi, en date du 12 juin, sont nommés (1) :

Conseiller à la Cour royale de Nîmes, M. Chazot, procureur du Roi près le Tribunal de l'Argentière, en remplacement de M. Garilhe, décédé.

Président du Tribunal de première instance de Lannion (Côtes-du-Nord), M. de Kermarec, procureur du Roi près le siège d'Anecenis, en remplacement de M. Piquet, appelé à d'autres fonctions;

Procureur du Roi près le Tribunal de première instance d'Anecenis (Loire-Inférieure), M. Voyer, substitut près le siège de Melle, en remplacement de M. Kermarec, appelé à d'autres fonctions;

Juge au Tribunal de première instance de Châteaubriant (Loire-Inférieure), M. Sauvée (Luc-Maurice-Marie), avocat à Quimper, en remplacement de M. Orienne, appelé à d'autres fonctions;

Juge au Tribunal de première instance de Plœrmel (Morbihan), M. Lorieux, substitut du procureur du Roi près ledit siège, en remplacement de M. Robert, admis à la retraite, et nommé juge honoraire;

Procureur du Roi près le Tribunal de Falaise (Calvados), M. Poupion, procureur du Roi près le Tribunal de Châteaui-Thierry, en remplacement de M. Hamelin, appelé à d'autres fonctions;

Procureur du Roi près le Tribunal de Châteaui-Thierry (Aisne), M. Hamelin, procureur du Roi près le Tribunal de Falaise, en remplacement de M. Poupion, appelé à d'autres fonctions;

Substitut du procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Plœrmel (Morbihan), M. Tiengou de Tréferiou (Jules), avocat, en remplacement de M. Lorieux, appelé à d'autres fonctions;

Substitut du procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Lannion (Côtes-du-Nord), M. Thomazy (Jean-Baptiste-Corentin), juge-suppléant au Tribunal de Savenay, en remplacement de M. Rabier, non acceptant.

L'article 2 de cette ordonnance porte :

« M. Bivaud, juge au Tribunal de première instance de Châteaubriant (Loire-Inférieure), remplira audit siège les fonctions de juge d'instruction, en remplacement de M. Orienne, appelé à d'autres fonctions.

« M. Théry, juge au Tribunal de première instance de Rambouillet (Seine-et-Oise), remplira audit siège les fonctions de juge d'instruction, en remplacement de M. Boulon de Vaudré, appelé à d'autres fonctions.

— Par autre ordonnance en date du 12 juin sont nommés :

Juge de paix du canton de Marcilly-le-Hayer, arrondissement de Nogent-sur-Seine (Aube), M. Gosse (Charles-François-Isidore), ancien notaire, en remplacement de M. Morin-Lamy, décédé; — Juge de paix du canton de Mur-de-Barrez, arrondissement d'Espalion (Aveyron), M. Dechomel-Dienne, suppléant actuel, en remplacement de M. Joany, décédé; — Juge de paix du canton de Beaumont-le-Roger, arrondissement de Bernay (Eure), M. Chevalier (Louis-Victor), suppléant actuel, en remplacement de M. Bouquellon, décédé; — Juge de paix du canton de Novion-Potier, arrondissement de Reims (Ardennes), M. Cailteau (Jean-Baptiste), suppléant actuel, en remplacement de M. Landragin-Taine, démissionnaire; — Suppléant du juge de paix du canton de Montbazens, arrondissement de Villefranche (Aveyron), M. Joulia de Lassalle (Joseph-Louis-Marcellin), propriétaire, en remplacement de M. Gineste, appelé à d'autres fonctions;

Suppléant du juge de paix du 2^e arrondissement de Montpellier (Hérault), M. Caylar (Joseph-Bernard-Gabriel-Eugène), avocat, en remplacement de M. Gazagne, démissionnaire; — Suppléant du juge-de-peace du canton de Beaumont, arrondissement de Bergerac (Dordogne), M. Dusoulas-Gontier (Pierre-Adolphe), propriétaire, en remplacement de M. Ducros-Cluzeau, démissionnaire; — Suppléant du juge de paix du canton de Betz, arrondissement de Senlis (Oise), M. Caillet (Louis-Ange-Armand), notaire, en remplacement de M. Tronchon, démissionnaire; — Suppléant du juge de paix du canton de Vie-sur-Allier, arrondissement de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), M. Coubrét (Antoine-Xavier), ancien greffier, en remplacement de M. Tixier, non acceptant.

CHRONIQUE.

DÉPARTEMENTS.

— BESANÇON. — *Condamnation pour duel.* — La Cour royale de Besançon vient de faire une nouvelle application de la jurisprudence de la Cour de cassation en matière de duel.

Une rencontre avait eu lieu à Strasbourg, le 28 février 1838, entre les sieurs Lucien Puigenot, maréchal-des-logis-chef, et Michel Lévy, un présence d'Abraham Lippmann, d'Henri Matern, et Bernède, témoins choisis par les combattans. Le sieur Puigenot reçut un coup de sabre dans la poitrine, et éprouva par suite une incapacité de travail de moins de vingt jours. Lévy fut poursuivi en vertu de l'article 311 du Code pénal, comme prévenu de blessures volontaires; les témoins le furent aussi, comme complices du même fait, en vertu des articles 59 et 60 du même Code. Traduits en conséquence devant le Tribunal correctionnel de Strasbourg, les prévenus furent acquittés le 10 mai 1838. Sur l'appel du ministère public, la Cour de Colmar confirma ce jugement par arrêt du 12 juillet de la même année.

Cet arrêt, déferé à la Cour suprême, fut cassé le 18 octobre suivant, et les prévenus furent renvoyés devant la Cour royale de Nancy. Celle-ci acquitta aussi les prévenus. Nouveau pourvoi du ministère public, et arrêt de la Cour de cassation (chambres réunies), qui, persistant dans sa jurisprudence, cassa, le 11 décembre

(1) Nous croyons devoir reproduire cette ordonnance, car les indications que nous avons données hier d'après les journaux ministériels du soir renfermaient quelques inexactitudes.

1839, l'arrêt de la Cour de Nancy, et renvoya les prévenus devant la Cour de Besançon, pour leur faire l'application de la peine portée par la loi. Un premier arrêt par défaut de cette dernière Cour, en date du 31 mars 1840, condamna Michel Lévy, Henri Matern, Abraham Lippmann, le premier à deux mois de prison, le second à six mois de la même peine, le troisième à quinze jours, et renvoya Barnède des fins de la plainte.

Les prévenus Lévy et Lippmann, ayant formé opposition à cet arrêt, la Cour a réduit la peine, en ce qui concerne Lévy, à quinze jours de prison, et Lippmann à six jours de la même peine.

— BORDEAUX, 13 mai. — Hier matin, dans une salle basse du parquet de Bordeaux, a eu lieu l'ouverture de la caisse qui contenait la dépouille mortelle de Marie Anizat, égorgée, comme on sait, à La Villette, et embaumé par le procédé de M. Gannal. Cette opération s'est faite en présence de M. le procureur du Roi, du juge d'instruction, de quatre femmes venues de Pau, et dont l'une d'elles avait accompagné ce malheureux enfant à Paris. MM. les docteurs Dégranges et Gergerès avaient été requis par l'autorité judiciaire pour l'ouverture du cercueil, laquelle a eu lieu devant le meurtrier Elicabide qui n'a point détourné les yeux et a dit le reconnaître.

Cette froide insensibilité n'a point été partagée par les assistants. Les témoins venus de Pau, en présence de ce bel enfant, auquel la science moderne a conservé pour ainsi dire la vie, puisqu'il a presque la parole sur les lèvres, et que rien dans la mollesse des articulations n'atteste la perte de l'existence, n'ont pu retenir leurs larmes. Cette émotion aurait brisé les cœurs les plus durs.

Elicabide, à la vue de ce cadavre, a paru fort peu ému, s'est avancé vers lui pour le considérer, et a dit, d'une voix sèche et brève, qu'il le reconnaissait.

Mais sur l'observation de l'un de MM. les médecins pour expliquer comment il avait frappé sa victime, Elicabide, saisi tout-à-coup d'une sorte d'agitation nerveuse et même d'une sorte de fureur : « Je frappais, s'est-il écrié, je frappais à droite, à gauche, avec le couteau, avec le marteau, comme sur une enclume... et tenez, a-t-il ajouté, l'œil hagard : je suis étonné de ne pas frapper encore. »

« Que signifient ces paroles ? Ne sont-elles que des phrases arrangées à l'avance, le rôle que débite un comédien dans une tragédie sanglante et dont il a calculé tous les effets ?

L'enfant était dans un cercueil en bois de noyer doublé en plomb et recouvert de coton glacé. Il est nu; la tête seule était enveloppée d'un linge humide de camphre; les traits ne sont nullement altérés, les lèvres même ont encore le vermillon de la jeunesse. Quant aux blessures, on remarque le brisement du crâne sur le derrière de la tête. Un coup donné par un marteau sur la joue droite, et enfin la large cicatrice de la gorge, ouverte dans la moitié de sa longueur.

Ces blessures sont absolument pareilles à celles qui ont donné la mort à Marie Anizat et à sa fille. Elles témoignent que le meurtrier a d'abord frappé par derrière, et que le marteau qui a servi au premier meurtre de Paris est bien le même que ce monstre a apporté à Bordeaux pour commettre les deux autres.

— PERPIGNAN. — Les sœurs de Cabrera et la femme de l'intendant carliste Labandero, accompagnées d'un jeune homme de quatorze à quinze ans, frère de Cabrera, ont été arrêtées le 9 juin par la gendarmerie d'Osseja (Pyrénées-Orientales), au moment où elles venaient de franchir la frontière. Elles avaient déclaré d'abord s'appeler Marcello Belloc, née Antoinette Ansia, Maria Grignon et Augustine Grignon, et être nées à Mailla; mais, conduites à Perpignan, devant le conseiller de préfecture remplissant les fonctions de préfet, elles ont avoué qu'elles étaient en effet sœurs de Cabrera. Elles ont été trouvées nanties d'une somme de 50,000 francs en or. Elles ont dû être dirigées sur Bourg, département de l'Ain.

— RODEZ. — Le 9 juin, Pierre Bergonnier, condamné à mort par la Cour d'assises de l'Aveyron, pour crime de parricide, a été exécuté. La nouvelle de son supplice, qui lui a été annoncée deux heures auparavant, a excité chez lui un grand désespoir manifesté jusqu'au dernier moment par ses plaintes et sa résistance.

— On lit dans le Journal du Loiret : « Le bruit s'est répandu hier à Orléans que le château de la

Salle, commune de Boigny, appartenant à M. de Saint-Maur, avait été, dans la soirée de jeudi dernier, complètement pillé et dévalisé par une bande de malfaiteurs. On ajoutait que non contents d'avoir enlevé le linge, l'argenterie et tout ce que le château renfermait de précieux, ces misérables s'étaient livrés, après avoir enfermé les domestiques, à une épouvantable orgie.

« Les détails officiels ne nous sont pas encore parvenus. »

— POITIERS, 12 juin. — Au mois de septembre dernier, Prod, ancien séminariste, secrétaire du commandant de la manufacture d'armes de Chatellerault, auteur d'un tableau comparatif des poids et mesures, anciens et nouveaux, fut condamné à treize mois d'emprisonnement pour vol d'effets sur une diligence; ce premier vol découvert, Prod ne tarda pas à être poursuivi comme coupable d'un autre vol beaucoup plus considérable, qui avait été commis il y a trois ans, au préjudice d'un capitaine d'artillerie attaché à l'arsenal de Chatellerault. Pendant l'absence de ce capitaine et de sa famille, on avait dévalisé entièrement sa maison; dont les clés avaient été par lui confiées à la garde de Prod. Prod, traduit devant la dernière session des assises de la Vienne, sous l'inculpation d'être l'auteur de cette soustraction frauduleuse, fut condamné, malgré ses dénégations, à sept années de travaux forcés.

Prod, dans le but, sans doute, d'appeler sur lui les regards de la clémence royale, vient de faire les révélations les plus importantes : il s'avoue coupable du dernier vol à raison duquel il vient d'être frappé par la justice, et d'une foule d'autres crimes qui, depuis plusieurs années, avaient désolé l'arrondissement de Chatellerault et étaient demeurés impunis. Un magistrat du parquet de la Cour royale s'est transporté à Chatellerault. Prod a conduit le magistrat dans les carrières et les champs, où une partie du produit de tous ses vols avait été enfouie; il a fait connaître à la justice le nom de tous ses complices, la plupart ouvriers de l'arsenal de Chatellerault. C'est Prod qui était le chef de la bande.

Seize arrestations ont eu lieu. On dit qu'il reste encore à arrêter un aussi grand nombre de coupables, et qu'un personnage assez bien placé serait compromis par les révélations de Prod.

On impute encore à Prod et à ses complices l'assassinat d'un jeune domestique commis il y a quelques années à Chatellerault, à huit heures du soir, pendant que ses maîtres étaient en soirée.

Nous tiendrons nos lecteurs au courant de l'instruction.

PARIS, 15 JUIN.

— MM. les jurés de la première quinzaine de juin ont fait, avant de se séparer, une collecte qui a produit 180 fr. ainsi répartis : 80 fr. pour l'instruction élémentaire et 100 fr. pour les prévenus acquittés.

— M. Bert, juge de paix du canton de Pantin, vient de mourir à la suite d'une courte maladie. Il avait été procureur au Parlement de Paris et avoué près la Cour royale de Paris. Après la révolution de Juillet il fut nommé à la justice de paix de Pantin, une des plus considérables de la banlieue. Il en a rempli les fonctions jusqu'à sa mort avec une activité, une vigueur d'esprit admirables dans un âge si avancé. Il avait quatre-vingt-cinq ans. Telle était la confiance qu'inspiraient sa justice et ses lumières, que presque toutes les contestations se terminaient à l'audience de conciliation.

— Dans un procès né à propos de bornes, la justice crut devoir s'éclairer de l'avis du commissaire de police. Voici le texte de ce curieux document, aujourd'hui conservé dans les archives judiciaires d'une grande ville voisine de Paris :

« A l'extrémité gauche de la ligne d'arbres de la rue Dauphine, à la hauteur de la façade méridionale de l'épicerie Gauguin, précisément dans la direction diagonale qui de la rue conduit à la promenade de la Mouillère, existe une borne isolée, laquelle, pendant la nuit surtout, est un véritable achoppement, veuve qu'elle est d'un arbre mort et mal rangé, que de son vivant elle était sans doute appelée à garantir du frottement des moyeux.

« A huit pieds en arrière de cette borne, surgit l'ancien chicot du pied de l'arbre en question, lequel, plus dangereux encore que son extrémité, fait traitreusement trébucher les jeunes et choir les vieux.

« Pourtant de deux choses l'une : ou arracher borne et chicot, ou remplacer le feu arbre; j'opine pour la prompte reproduction de cette tête de colonne.

« Quant à l'autre borne en face (implantée sans doute par pure règle de symétrie, puisque sur ce point il n'y a pas de tournant, et que l'ar-

bre qu'elle est censée protéger n'en a pas plus besoin que ses latéraux), elle est d'un luxe plus qu'indigent. Car ne pouvant évidemment servir à sa fausse destination, elle ne se fait pas faute de se dédommager de son inertie en repoussant violemment les heurts involontaires que lui portent les genoux des piétons; je vote donc pour qu'elle soit enlevée. »

— Un rassemblement très considérable s'était formé hier, entourant et suivant avec des clameurs d'étonnement et de curiosité un individu qui, monté sur un assez beau cheval, parcourait le quartier Saint-Honoré dans la direction des quais. Coiffé d'un énorme chapeau pointu qu'il s'était bizarrement formé d'un filtre-chausse en feutre gris, et sur lequel il avait collé un large écriteau portant ces mots : tracés à la main en gros caractère : COMBIEN DE PAS PERDUS POUR UN MAUVAIS RUSSE.

Arrêté place des Trois-Maries par des sergens de ville et des gardes municipaux, parvenus, non sans peine, à fendre le rassemblement qui lui formait un burlesque cortège, cet individu, qui a déclaré être le sieur S..., boulanger à Belleville, a été déposé provisoirement au poste du Châtelet, tandis que son cheval était conduit à la fourrière publique, rue Guénégaud.

Ce matin le sieur S..., qui avait été amené au dépôt de la préfecture, a comparu devant un juge d'instruction. La seule excuse qu'il a lègue de sa déraisonnable démonstration, est l'état d'ivresse où il se serait trouvé après un déjeuner d'amis fait le matin chez un restaurateur de la rue des Deux-Ecus et la naïve crédulité qui lui avait fait ajouter foi au monstrueux puff inséré dans un journal de vendredi dernier.

— Un individu en état d'ivresse, Sylvestre Tridon, entrant avant-hier dans le bureau du commissaire de police du quartier de La Chapelle-St-Denis, se prit à l'accabler d'injures et à proférer d'atroces menaces contre lui. Sur l'ordre donné par ce magistrat d'aller quêrir la gendarmerie et de faire conduire l'audacieux ivrogne au poste de la barrière, celui-ci entra dans un violent accès de fureur à la vue des gendarmes et mordit l'un d'eux, le nommé Mouly, avec une telle force qu'il lui cassa entièrement le petit doigt de la main gauche. Les autres gendarmes furent également mordus et frappés, à ce que constate un rapport dressé par M. le docteur Renaud, immédiatement appelé pour leur donner des soins.

Sylvestre Tridon a été mis à la disposition de l'autorité judiciaire. L'état du gendarme Mouly inspire de grandes inquiétudes, et, selon toute apparence, il faudra lui faire l'amputation du poignet.

— Hier un gros chien boule-dogue, qui paraissait atteint d'hypochondrie, parcourait la rue du Chaume, au Marais. Il avait déjà mordu plusieurs autres chiens et une petite fille âgée de trois ans lorsqu'un garçon charcutier se mit à sa poursuite et le tua d'un coup de coperet fortement asséné sur la tête.

Nous rappellerons à cette occasion les ordonnances de police qui obligent les propriétaires de chiens à les tenir toujours muselés et en lesse, et nous engageons l'administration à tenir la main rigoureusement et sans exception aux prévoyantes sanctions de ses réglemens.

— Nous avons rendu compte dans notre numéro du 6 juin d'un procès engagé devant le Tribunal correctionnel, et qui a soulevé la question de savoir si la morve était contagieuse du cheval à l'homme. M. Renault, directeur de l'école d'Alfort, nous adresse une lettre dans laquelle il annonce que l'opinion de l'école n'est pas, comme on l'a dit, favorable au système de la contagion, et que la question n'a été tranchée en ce sens par aucune des commissions spéciales qui l'ont examinée.

Nous ajouterons à ce sujet que c'est par erreur si dans notre compte-rendu nous avons donné à M. Leblanc le titre de vétérinaire en chef de l'école d'Alfort.

— MM. les actionnaires de la Société OEnophile sont invités à se réunir en assemblée générale, au siège de la société, rue Montmartre, 171, le samedi 20 juin courant, à sept heures et demie précises du soir. Cette réunion a pour objet de pourvoir au remplacement du gérant décédé. Pour être admis à ladite assemblée, il faut être porteur de 1,000 fr. d'actions.

— Le Service de Paris à Compiègne, par les bateaux à vapeur les Etoiles, commencera le 17 de ce mois. — Les bureaux sont au Chemin de fer et place de la Bourse, 29.

— Rien n'est souverain pour la guérison radicale des cors aux pieds, des ongles et durillons comme le TAFETAS GOMME préparé par M. PAUL GAGE, pharmacien à Paris, rue de Grenelle-St-Germain, 13.

Société des BOUGIES-CHANDELLES ET BOUGIES STÉARIQUES DU SOLEIL.

MM. les actionnaires de cette société sont prévenus que l'assemblée générale et annuelle aura lieu dans le cabinet de M. Thifaine-Desauneaux, notaire de la société, rue de Ménars, 8, le mardi 30 juin 1840, à trois heures de l'après-midi. Pour être admis à ladite assemblée, il faut être porteur de dix actions au moins et déposer ses titres en l'étude de M. Desauneaux, trois jours d'avance.

DUNKERQUE A HAMBOURG. LE BEAU STEAMER NEUF LE NORD, TRAJET EN 36 HEURES.

Départs de Dunkerque les 27 juin, 11 juillet; de Hambourg, les 20 juin et 4 juillet, et ainsi de suite de l'un à l'autre port, les samedis de 15 jours en 15 jours, pendant la campagne. 1^{re} chambre, 110 fr.; 2^e chambre, 80 fr., nourriture comprise. A Paris, s'adresser à MM. Caillez et Debaeque, agents, rue du Mail, 1, et au bureau de la Gazette des Voyageurs, place de la Bourse, 8.

PUBLICATIONS LEGALES.

Sociétés commerciales.

D'un écrit sous seings privés, en date, à Paris, du 2 juin 1840, enregistré, déposé pour minute à M. Tresse, notaire à Paris, le 10 juin 1840. Auquel ont concouru M. Henri-Louis MARCHAND, propriétaire à Nogent-sur-Marne, gérant de la Société des eaux de la Marne, créée par acte passé devant M. Bertin et son collègue, notaires à Paris, le 20 décembre 1835, sous la raison LEVERQUE et Comp., et depuis sous la raison MARCHAND et Comp., rue de la Chaussée-d'Antin, 33, à Paris; Et divers actionnaires de ladite société dénommés audit écrit, tous constitués en assemblée générale, ainsi qu'il y est exprimé. Il appert que M. Marchand a donné sa démission de ses fonctions de gérant, et que l'assemblée ayant considéré que cette démission entraînait la dissolution de la société, a arrêté qu'il serait immédiatement fait les diligences nécessaires pour faire déclarer cette dissolution avec les actionnaires non comparans et ordonner la liquidation. Et que M. Dupavillon a été autorisé à provoquer la nomination d'un Tribunal arbitral et à provoquer judiciairement la nomination d'un gérant provisoire.

Pour extrait, CALLOU.

Tribunal de commerce.

CONVOICATIONS DE CRÉANCIERS.

Sont invités à se rendre au Tribunal de commerce de Paris, salle des assemblées des faillites, MM. les créanciers :

NOMINATIONS DE SYNDICS.

Du sieur AMAT, md de vins, rue Godot-de-Mauroy, 4, le 20 juin à 12 heures (N° 1638 du gr.);

Du sieur RIVAGE, reheur, rue St-Jacques, 104, le 22 juin à 12 heures (N° 1636 du gr.);

Des sieurs SCHWARTZ et GIRARD, mds tailleur, rue Richelieu, 88, le 22 juin à 2 heures (N° 1637 du gr.);

Du sieur PERILHOU, tailleur, rue Saint-Honoré, 22, le 23 juin à 2 heures (N° 1621 du gr.);

Pour assister à l'assemblée dans laquelle M. le juge-commissaire doit les consulter tant sur la composition de l'état des créanciers présumés que sur la nomination de nouveaux syndics.

NOTA. Les tiers-porteurs d'effets ou endossesments de ces faillites n'étant pas connus, sont priés de remettre au greffe leurs adresses, afin d'être convoqués pour les assemblées subséquentes.

VÉRIFICATIONS ET AFFIRMATIONS.

Du sieur BORELLE, fabricant d'articles de

BOUGIE DU PHARE.

L'assemblée générale et annuelle de MM. les actionnaires porteurs de dix actions aura lieu le 5 juillet prochain, au siège de la société, 146, quai Jemmapes; à dater du 25 courant, il sera délivré chez MM. Cheron fils et frères, banquiers de la société, 17 bis, rue Laflitte, une carte d'admission contre le dépôt des titres.

Ventes immobilières.

Adjudication en la chambre des notaires de Paris, par le ministère de M. Roquebert, le mardi 30 juin 1840, à midi, d'une grande PROPRIÉTÉ située à Paris, rue de Cléry, 21, consistant en un grand corps de bâtiment sur la rue, et deux autres corps de bâtiment sur le derrière. Mise à prix : 335,000 fr. Il suffira

d'une seule enchère pour que l'adjudication soit prononcée. S'adresser sur les lieux au concierge de la maison, et à M. Roquebert, notaire, à Paris, rue Richelieu, 45 bis.

Adjudication définitive en la chambre des notaires de Paris, par le ministère de M. Huillier, le 30 juin 1840, à midi, sur la mise à prix de 350,000 francs, d'une grande PROPRIÉTÉ, consistant en hô-

MAISON d'habitation entre cour et jardin, sise à Paris, rue de Ponthieu, 14, faubourg St-Honoré, sur la mise à prix de 70,000 fr.; 2^e et d'une MAISON, sise à Paris, rue St-Martin, 115, d'un revenu brut de 2,400 fr., sur la mise à prix de 32,000 fr. S'adresser pour voir lesdites maisons, sur les lieux, et pour les renseignements, 1^{er} à M. Louveau, notaire à Paris, y demeurant, rue St-Martin, 119, 2^e et à M. Desprez, aussi notaire à Paris, y demeurant, rue du Four St-Germain, 27.

Adjudication définitive en la chambre des notaires de Paris, par le ministère de M. Huillier, le 30 juin 1840, à midi, sur la mise à prix de 350,000 francs, d'une grande PROPRIÉTÉ, consistant en hô-

tel entouré de jardin, à Paris, rue Turdot, sise à Paris, rue de Ponthieu, 14, faubourg Montmartre; contenance totale, 6,800 mètres. Il sera donné des facilités pour le paiement du prix. On traitera à l'amiable s'il est fait des offres suffisantes. — S'adresser, sur les lieux, au concierge, et pour les renseignements, à M. Huillier, 13, rue du Mail.

Avis divers.

EAU DE PRODHOMME

Pharmacieur br. du Roi, r. Laflitte, 30. Cette Eau dentifrice blanchit les dents, prévient la carie, fortifie les gencives, enlève l'odeur du cigare, et communique à l'haleine un parfum agréable. 3fr.

BOURSE DU 15 JUIN.

Table with columns: A TERME, 1^{er} c., pl., ht., pl., bas, der c. Rows include: 5 0/0 comptant, Fin courant, 3 0/0 comptant, Fin courant, R. de Nap. compt., Fin courant, Act. de la Banq., Obl. de la Ville, Caisse Lafitte, Dito, 4 Canaux, Caisse hypoth., Vers. droite, gauche, P. à la mer, à Orléans.

BRETON.

pour légalisation de la signature A. GUYOT, le maire du 2^e arrondissement.

Enregistré à Paris, le 15 Juin 1840. Reçu un franc dix centimes.

IMPRIMERIE DE A. GUYOT IMPRIMEUR DE L'ORDRE DES AVOCATS, RUE NEUVE-DES-PETITS CHAMPS, 37.